Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-533** **29/06/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 5

Objet : Appel à candidature : 5 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Institut Forestier Européen (EFI) :

1 poste de chargé(e) de mission économie du bois et de la forêt (catégorie A ou A+) à BORDEAUX (33).

Institut National d'Etudes Démographiques (INED) :

1 poste de technicien(ne) de la recherche (catégorie B ou agent contractuel) à PARIS (75).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de directeur(rice) des ressources humaines (catégorie A ou A+) à PARIS (75).

1 poste de chef(fe) de projet chargé d'études épidémiologiques (catégorie A) à AUFFARGIS (78) ou ORLEANS (45) ou BIRIEUX (01).

Parc Amazonien de Guyane :

1 poste de responsable patrimoine - délégation du Maroni (F/H) - chargé de la police de la nature (catégorie B) à MARIPASOULA.

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Mise à disposition auprès de l'Institut forestier européen (EFI)

Chargé(e) de mission économie du bois et de la forêt

Catégorie : A – A+

Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut européen des forêts (EFI) est une organisation internationale créée par les États européens. Il est organisé en bureaux régionaux dans différents pays, dont EFI-Atlantic, Bureau régional couvrant la région Atlantique.
EFI-Atlantic promeut et mène des activités de recherche sur la gestion durable des forêts plantées. Par ailleurs, le bureau Atlantique développe des actions de partage de connaissances dans le cadre de son programme de recherche sur la gestion intégrée des risques en forêt, l'adaptation des forêts au changement climatique et l'atténuation des effets du changement climatique, l'intensification de la production de bois et, enfin, sur la viabilité économique des écosystèmes forestiers.
EFI-Atlantic est structuré autour d'une équipe de 5 salariés permanents, de chercheurs associés, et d'un groupe consultatif composé des professionnels de la forêt européenne.
Pour en savoir plus sur EFI-Atlantic : http://www.efiatlantic.efi.int/portal/

Objectifs du poste

- Le/la chargé/e de mission apportera l'expertise française dans les domaines de l'économie du bois et de la forêt :
-
  - production de bois et attentes sociétales : moyens, financements et coûts pour faire converger ces deux items et bénéfices attendus ;
  - le chiffrage des gains économiques liés aux services écosystémiques et éco-environnementaux dans le calcul des enjeux forestiers ;
  - l'évaluation économique des dégâts subis par les forêts d'Europe (dégâts liés aux sinistres – tempête, incendie, etc – et/ou attaques d'insectes, pestes végétales ou pression sur le foncier forestier (défrichement) ;
  - la mise en perspective des coûts des moyens de prévention par rapport aux enjeux économiques ;
  - la comparaison et analyse e la compétitivité et rentabilité des forêts de plantations et des autres systèmes forestier en Europe (ex : marché des feuillus) ;
  - les qualité et productivité du sol forestier et les enjeux économiques des sols forestiers ;
- il participera au sein de l'équipe d'EFI-Atlantic aux études menées sur la viabilité des forêts plantées et à une démarche d'analyse coûts-avantages de la gestion intégrée des risques dans le domaine de la forêt, l'impact économique du changement climatique et l'adaptation à ce changement des écosystèmes forestiers, le gain économique potentiel d'une intensification de la production de bois ;
- il devra développer des actions de recherche et d'innovation dans le domaine de l'économie du bois, en collaboration avec d'autres unités ;
- il sera en charge de la recherche et levée de financements extérieurs ;
- il construira et animera un réseau international actif dans le domaine de la recherche appliquée en économie du bois et de la forêt, en s'appuyant sur l'existant. Pour cela,

il développera des outils *ad hoc* et bénéficiera du savoir faire de l'organisme d'accueil (événements, études, renforcement des capacités, publications, etc.)

Description des missions à effectuer / tâches à exécuter

- Rédaction de synthèses et de revues bibliographiques avec des partenaires de la Recherche et du développement des différents pays d'Europe ;
- rédaction d'articles scientifiques et de vulgarisation ;
- contribution à la rédaction des projets et à la réalisation des tâches sur les projets en cours ;
- présentation des travaux dans des colloques et organisations d'événements pertinents ;
- mise en place d'outils méthodologiques adaptés aux problématiques soulevées ;
- création et animation de réseaux scientifiques sur les projets abordés.

Champs relationnel du poste

– Partenaires européens ; tous les partenaires du réseau EFI (http://www.efi.int/portal/members/member_organisations/) avec un lien privilégié avec les partenaires du réseau EFIATLANTIC (http://www.efiatlantic.efi.int/files/attachments/efiatlantic/efiatlantic-brochure_web.pdf)

– Partenaires internationaux : le partenariat hors Europe d'EFIATLANTIC inclus des échanges plus spécifiques avec la Nouvelle-Zélande et les membres de la task force sur les forêts cultivées : http://www.iufro.org/science/task-forces/planted-forests/

Compétences liées au poste

– Formation supérieure en économie de l'environnement ;
– Expérience confirmée dans le domaine de l'économie de la forêt et/ou des produits du bois, de préférence dans un contexte européen ou international ;
– Expérience d'animation et de réalisation de projets internationaux ;
– Maîtrise des mécanismes de financement de projets de recherche ;
– Bonne connaissance des institutions de l'Union européenne ;
– Parfaite maîtrise de l'anglais et du français, bonnes connaissances en espagnol ;

Durée de l'engagement : 3 ans (renouvelable maximum 2 fois un an) à Bordeaux, France

Personnes à contacter au MAAF

Véronique Borzeix, sous-directrice des filières forêt-bois, cheval et bioéconomie – poste : 01 49 55 51 17 ; veronique.borzeix@agriculture.gouv.fr
Catherine Rivoal, chargée de mission Affaires forestières internationales, sous-direction de la Forêt et du bois – poste : 01 49 55 42 32 ; catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature doit être envoyée à Rekha Bernard , chargée de mission animation du réseau international, sous-direction international ; ,
rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

ined
INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

133, boulevard Davout
75980 Paris Cedex 20
France

www.ined.fr

GESTIONNAIRE CARRIERE-PAIE
Catégorie B.
BAP : J/Technicien(ne) de la recherche

Descriptif de la structure :

L'Institut National d'Etudes Démographiques (INED), établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) a pour mission de mener des recherches sur les différentes problématiques démographiques (fécondité et famille, santé et mortalité, migrations, etc.) et d'informer le public sur les évolutions en cours. Pluridisciplinaire par son recrutement comme par les recherches menées, l'INED gère 180 agents titulaires, de nombreux chercheurs associés, des invités étrangers, des doctorants et des contractuels.

Localisation : Paris 20e

Description du service :

Le service des Ressources Humaines (SRH) met en œuvre la politique définie par la direction de l'établissement en matière de ressources humaines. A ce titre, il-elle propose et pilote la politique RH de l'établissement. Le service assure l'ensemble des actes de gestion des personnels de l'Ined du recrutement à la fin de carrière ou de contrat. Il définit et met en œuvre la politique de formation continue des personnels de l'établissement

Le service assure l'ensemble des actes de gestion des personnels de l'Ined du recrutement à la fin de carrière ou de contrat. Il définit et met en œuvre la politique de formation continue des personnels de l'établissement.

Il élabore également le bilan social de l'établissement. Il développe un système d'information permettant de piloter et d'éclairer la politique de gestion des emplois et des compétences (SIRH).

Description du poste :

Sous la responsabilité de la Cheffe du service des ressources humaines, (le) ou (la) gestionnaire carrière-paie est le référent du contractuel, en binôme avec un agent titulaire du service. A ce titre, il-elle :

- Assure la gestion des carrières des non titulaires et notamment, l'élaboration de l'ensemble des actes administratifs : gestion des contrats, saisie des données de gestion dans le logiciel Virtualia, élaboration de la paie (préparation, saisie des données dans le logiciel de paye (Gapaie), vérification et liquidation) - gestion et suivi des dossiers d'allocations de perte d'emploi (étude et validation du dossier et liquidation des allocations de chômage,….) ;
- Etablit, pour l'ensemble des personnels de l'établissement, et en liaison avec l'agence comptable, les déclarations des charges sociales et fiscales (N4DS ; URSSAF, taxe sur les salaires) ;
- Met à jour les tableaux de bord budgétaires concernant la masse salariale ainsi que le reporting sur les conventions, en collaboration avec le service budgétaire;
- Diffuse l'information relative aux procédures de gestion (recrutement, mobilité).

Savoir-faire généraux :

- Connaissance générale de la gestion des ressources humaines.
- Pratique du processus d'élaboration des payes et des déclarations des charges sociales, patronales et taxes sur les paies.
- Une connaissance de la réglementation en matière d'allocation pour perte d'emploi serait appréciée.

Savoir-faire opérationnel :

- Savoir travailler en équipe.
- Faire preuve de rigueur et de discrétion.
- Capacité à respecter les délais.
- Bonne compréhension des enjeux liés aux fonctions exercées.

Compétences associées:

- Maitrise de l'outil informatique (Word, Excel).
- Connaissances appréciées du logiciel GAPAIE et VIRTUALIA.
- Qualité rédactionnelle

Contexte du Poste:

- Ce poste est à pourvoir rapidement par voie de mutation, de détachement pour les titulaires de catégorie B ou contractuel (durée 1 an) renouvelable.
- Merci d'envoyer votre candidature (cv et lettre de motivation) avant **le 8 juillet 2016** sous la référence « GCP » à l'adresse email : sirot@ined.fr

ONCFS **28/06/2016**
Avis n° 16-216

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER DU 1er NOVEMBRE 2016
A pourvoir par voie interne ou en externe, en position normale d'activité ou par voie de détachement

Catégorie et grade:	Personnel de conception et d'encadrement- Catégorie A ou A+
Fonction :	Directeur-trice des Ressources humaines (F/H)
Affectation :	Direction des ressources humaines
Résidence administrative :	Paris (17ème)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des ressources humaines de l'ONCFS, traite de l'ensemble des sujets relatifs à la gestion du personnel, des emplois et des compétences. Elle est notamment chargée de:

- l'animation du dialogue social au travers des réunions des différentes instances (Comité Technique, Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, Commissions Administratives Paritaires Préparatoires et Commission Consultative Paritaire),

- l'évolution des textes statutaires concernant les agents non fonctionnaires, dans un contexte où un nouveau statut commun à plusieurs Etablissements est attendu,

- la gestion de carrière en liaison avec les services du Ministère de l'Ecologie pour les Agents Techniques et les Techniciens de l'Environnement,

- la prévention des risques professionnels et la mise en œuvre de la politique en matière de santé et sécurité au travail (SST) en étroite collaboration avec les Inspecteurs santé et sécurité au travail, l'inspection générale des services et le réseau SST,

- la mise en œuvre du suivi médical et de l'action sociale proprement dite au profit de l'ensemble des personnels en liaison avec divers organismes extérieurs (Comités médicaux et Commissions de réforme des Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales, des Caisses d'assurance maladie et du bureau des pensions du Ministère) et avec l'Amicale des Personnels de l'ONCFS,

- la formation des personnels, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, concourant à la modernisation des méthodes de gestion et à la mise en valeur des compétences des agents,

- l'élaboration du bilan social et du rapport d'activité.

Elle comporte une quarantaine d'agents et est composée :

- d'une Directrice des ressources humaines, d'une directrice adjointe travaillant avec quatre chargés de mission,
- d'un secrétariat de Direction,
- d'un département action sociale,
- d'un département du personnel,
- d'un département formation (installé sur le Centre de formation, implanté sur le site du Bouchet (45370 DRY) à 20 km au sud ouest d'Orléans.

Description de l'emploi

Dirige et coordonne la Direction des ressources humaines dont il est chargé de définir et de piloter la politique et les orientations, en déléguant la gestion aux cadres placés sous son autorité, en particulier aux chefs de départements.
Représente le Directeur général dans son champ de compétences et assure l'intérim de ce dernier en tant que de besoin.

Activités principales

- **Pilotage stratégique de la Direction des ressources humaines**

- Définir la politique des ressources humaines dans les domaines de la gestion, de l'action sociale et de la formation.
- Conduire la concertation et le dialogue social auprès des représentants du personnel au sein des instances (CT, CAPP, CAP, CCP, groupes de travail) et assurer la présidence du CHSCT.
- Assurer la sécurité juridique des actes et des procédures en matière de gestion des ressources humaines et veiller à l'application des dispositions statutaires, législatives, réglementaires et jurisprudentielles. Dans ce cadre, s'assurer de la mise en œuvre d'une veille juridique et technique, continue et cohérente au sein de sa Direction.
- Définir des besoins d'emplois et de compétences et veiller au bon niveau des effectifs, en liaison avec les autres directions.
- Impulser les réformes statutaires et les démarches de modernisation de la GRH.
- Anticiper les conséquences organisationnelles et humaines des dispositifs de gestion.
- Piloter la politique en matière de prévention des risques professionnels et garantir la mise en œuvre des règles relatives à la santé et à la sécurité au travail en liaison avec les acteurs internes et externes compétents.
- Piloter les procédures administratives et financières de gestion des personnels.
- Evaluer et mettre en œuvre les moyens et ressources budgétaires disponibles. Veiller à rationaliser ces moyens et à une gestion optimisée (informatisation, mutualisation…) dans un contexte contraint, en liaison avec la Direction des affaires financières.
- Optimiser les processus RH et les outils de pilotage dans une logique de qualité et de fiabilité.
- Conseiller et accompagner l'encadrement dans sa fonction de management et de gestion des RH.
- Organiser la communication et l'information des agents et des services.

- **Management de l'équipe de la Direction des ressources humaines**

Piloter l'équipe de la DRH, répartie sur deux sites et organisée en 4 unités thématiques: GPEC, personnel, action sociale, formation.

- Fixer les objectifs et les orientations aux cadres placés sous son autorité,
- Déterminer les indicateurs de suivi et évaluer les résultats,
- Assurer la gestion de proximité et le dialogue social auprès des personnels de la Direction,
- Concevoir des organisations, des règles et des procédures,
- Préparer des directives internes en s'assurant de leur exécution, en contrôlant et en évaluant leur réalisation.

- **Expertise, représentation, communication**

- Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires de l'établissement, dans son domaine de compétence : dans ce cadre, assister et conseiller le Directeur général, les différents services de l'établissement et les partenaires institutionnels, les tutelles notamment.
- Animer une politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif ; travail en réseau avec ces partenaires.
- Tant dans son domaine fonctionnel que sur le plan institutionnel, représenter l'établissement au niveau national.
- Piloter l'élaboration du bilan social et du rapport d'activité et impulser des actions de communication sur l'activité de la Direction.
- Participer à l'acquisition, à la diffusion et à la valorisation des connaissances.

Conditions particulières d'exercice

Rapport fonctionnel fort avec le Directeur général ; dispose également d'une délégation de signature délivrée par le Directeur général.
Participe à de nombreuses réunions et réalise de nombreux déplacements.

Profil attendu

Connaissances	Principes de fonctionnement des administrations et des Etablissements publics. Très bonnes connaissances du statut de la Fonction publique, du cadre légal et réglementaire de la gestion RH, de la jurisprudence. Connaissance de la sphère publique de l'environnement et mise en perspective avec les politiques publiques. Connaissances juridiques de haut niveau : droit public, droit administratif, réglementation relative à la santé et à la sécurité au travail, réglementation relative aux instances représentatives. Expertise en matière de gestion des ressources humaines au sein de la Fonction publique : méthodes et outils de la gestion des emplois et des compétences (pyramides des âges, référentiels métiers, statistiques, etc.), Management public, techniques managériales. Techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un établissement public administratif.
Savoir faire	Encadrer et animer une équipe. Fixer des objectifs et conduire le changement dans le cadre notamment du dialogue social. Déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle. Porter les politiques de l'établissement et communiquer pour expliquer le sens de l'action. Travailler en réseau et en transversalité. Conduire des négociations et des concertations y compris en situation de crise.
Savoir-être	Sens de l'intérêt général et du service public. Qualités relationnelles, sens du dialogue. Sens très développé de l'écoute, de la pédagogie et des relations humaines. Diplomatie. Aptitude à prendre des décisions dans un contexte contraint. Sens de l'initiative, force de proposition. Sens de l'organisation. Discrétion professionnelle. Rigueur.

Etre titulaire d'un doctorat ou d'un titre ou diplôme équivalent, d'un diplôme d'ingénieur ou d'une grande école ou alors d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau I (master 2 ou équivalent) et disposer d'une expérience confirmée sur des fonctions d'encadrement au sein d'une Direction des ressources humaines dans la fonction publique.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :
Madame Jocelyne KOE, Directrice des ressources humaines, 01.44.15.17.24
Ou Monsieur Jean-Pierre POLY, Directeur général, 01.44.15.17.16

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 15 septembre 2016** - terme de rigueur -, selon les cas :
-en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
-ou en **externe,** par lettre de motivation, avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis avenue de Wagram-75017 PARIS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

ONCFS **29/06/2016**
Avis n° 16-219

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

A pourvoir, par voie de mise à disposition

Catégorie, corps :	Catégorie A Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire - ISPV
Fonction :	Chef de projet chargé d'études épidémiologiques (F/H)
Affectation :	Mise à disposition auprès de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, Direction de la recherche et de l'expertise, Unité sanitaire de la faune
Résidence administrative :	Auffargis (78) ou Orléans (45) ou Birieux (01) – Non logé

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

La direction des études et de l'expertise (DRE) est l'une des trois directions opérationnelles de l'ONCFS. Elle prépare et conduit la politique de la production de connaissances (études, suivis et recherche appliquée à la gestion des espèces et des habitats), d'études, d'expérimentation et de recherche appliquée à la gestion des espèces et des habitats. L'activité de la DRE est répartie entre cinq unités thématiques d'étude et de recherche appliquée à compétence nationale chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche. Elle comprend également l'unité sanitaire de la faune (USF), à vocation transversale dans le domaine de la surveillance sanitaire et des pathologies de la faune sauvage et de l'écotoxicologie.

L'USF anime le réseau SAGIR, dispositif national de surveillance sanitaire de la faune sauvage – principalement espèces chassables – reposant sur une collaboration étroite avec les fédérations des chasseurs et comprend un pôle chargé de la surveillance et de l'étude des maladies partagées entre faune sauvage et animaux domestiques. L'USF conduit des programmes de surveillance renforcée financés principalement par le ministère chargé de l'Agriculture et un programme de surveillance active des maladies transmissibles des animaux de la faune sauvage aux animaux domestiques et l'homme, ainsi que des ENI des produits phytopharmaceutiques sur la faune.

L'USF est composée, d'un chef de l'Unité, de deux chargés d'études, deux chefs de projet et d'une secrétaire

Description de l'emploi

Affecté(e) à l'unité sanitaire de la faune, au sein de la Direction de la recherche et de l'expertise, et placé sous la responsabilité du chef de l'USF, conduit et coordonne un programme d'études épidémiologiques selon une démarche scientifique en vue de produire, exploiter et diffuser des connaissances.

Activités principales

1. Animation et portage du projet

1.1. Surveillance, à l'échelon national, des maladies de la faune sauvage transmissibles aux animaux d'élevage et à l'homme, priorité étant donnée aux maladies animales à enjeu économique et zoonotique majeur de

catégorie 1 et 2, en lien direct avec le bureau santé animale de la Direction générale de l'alimentation (DGAL).

- Coordination générale de programmes d'épidémiosurveillance nationaux, régionaux départementaux, comportant:

- Elaboration des protocoles en relation avec les laboratoires nationaux de référence ;
- Montage et suivi financier des programmes (conventions, ressources affectées…) ;

L'agent sera plus particulièrement chargé de l'épidémiologie opérationnelle (épidémiologie descriptive, AST, suivi de territoires infectés), avec des dossiers à forte valence « terrain ». Il devra néanmoins être également capable de coordonner et mener des programmes de recherche épidémiologique (épidémiologie analytique). La répartition des dossiers au sein de l'équipe MT sera évolutive et dépendra de l'actualité sanitaire ainsi que du temps à consacrer aux différents sujets.

- Encadrement d'équipes scientifiques et techniques pluridisciplinaires (ANSES, EPST, LVD, services techniques de l'ONCFS et de Fédérations départementales des chasseurs- FDC…) pour la mise en œuvre des programmes de surveillance et de programmes de recherche.
- Collecte et interprétation des résultats.
- Restitution et valorisation des résultats auprès du maître d'ouvrage (en général la DGAL, secondairement le Ministère chargé de l'écologie ou d'autres institutions) et de la communauté scientifique par la rédaction de rapports d'étude, d'articles scientifiques, de communications dans des congrès et conférences nationaux et internationaux.
- Participation aux travaux de la DGAL pour la gestion des problèmes sanitaires étudiés : expertise technique, appui technique pour la rédaction des notes de service et projets d'arrêtés, formation des acteurs sanitaires…

1.2. Participation aux travaux de la Plateforme ESA en particulier dans l'équipe opérationnelle et dans les groupes de suivi (faune sauvage, Sylvatub, influenza aviaire…) et au sein du CNESA en appui au chef de l'USF ; **si la Plateforme évolue en GIP, l'agent aura vocation à représenter la principale contribution de l'ONCFS aux moyens humains mis à sa disposition**.

1.3. Appui technique à l'ISPV chargée de la police sanitaire pour la définition et la mise en place des mesures de gestion ou de surveillance.

1.4. Appui à la cheffe du pôle maladies transmissibles dans l'élaboration et la coordination de programmes et protocoles de recherche ou/et de surveillance.

1.5. Encadrement de personnels et contrat à durée déterminée et de stagiaires impliqués dans les programmes et études.

2. Expertise nationale et internationale

- Contribution à l'expertise et à l'appui technique auprès de la DGAl, du MEDDE, de l'ANSES et des institutions en charge de la santé publique pour les problèmes sanitaires et les zoonoses liés à la faune sauvage relevant du périmètre d'activité de l'agent.
- Valorisation de cette expertise par des publications et communications.

3. Actions de formation et de communication

- Actions de formation en épidémiologie des maladies et zoonoses de la faune sauvage auprès des agents techniques de l'environnement (Services Départementaux de l'ONCFS) ainsi que des Interlocuteurs Techniques Départementaux SAGIR des SD et des Fédérations départementales des chasseurs (FDC), et dans des cas particuliers auprès d'agents des DDecPP, des vétérinaires praticiens (Groupements Techniques Vétérinaires)…
- Actions de communication sur les risques sanitaires liés à la faune sauvage auprès des Groupements de défense sanitaire et FDC.

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Maîtrise de la conception de protocoles, de l'analyse et du traitement de données.	Connaissances scientifiques et techniques en épidémiologie animale.
Aptitude au travail en équipe et en réseau	Anglais scientifique et technique, écrit et oral.
Expérience de travail en partenariat avec divers organismes institutionnels, associatifs et gestionnaires	Bonnes connaissances des acteurs du monde cynégétique, naturaliste, scientifique et des acteurs

et capacité à dialoguer avec d'autres experts, à prendre en compte leurs critiques et à intégrer des connaissances pluridisciplinaires	institutionnels.
Rédiger et présenter les résultats de travaux sous des formes adaptées au contexte et au public cible.	Méthodologies adaptées et reconnues par la communauté des experts, règles déontologiques encadrant l'activité d'étude dans le domaine.
Capacité à travailler de façon autonome dans un cadre défini et à rendre compte	

Diplôme et qualification : ISPV ; un diplôme dans le domaine de l'épidémiologie animale est attendu (niveau Master 2 ou doctorat).

Conditions particulières d'exercice

Au sein de l'USF l'agent fera partie du pôle « maladies transmissibles faune/bétail ». A ce titre, pendant le temps de travail consacré à l'ONCFS, il sera placé sous la responsabilité fonctionnelle de la Cheffe de ce pôle, chargée de programmer et coordonner les travaux de recherche et de surveillance renforcée des maladies faisant l'objet de conventions particulières, notamment celles signées avec le MAAF. A terme, si le statut de la Plateforme ESA évolue vers un GIP, l'agent sera placé sous l'autorité fonctionnelle du directeur de la Plateforme pendant son temps de travail consacré à celle-ci.
Suppléances à assurer : intérim de la cheffe du pôle « maladies transmissibles » en son absence.
Des déplacements assez fréquents (en France et exceptionnellement à l'étranger) sont à prévoir.

Personnes à contacter – Modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste :

Jean-Yves CHOLLET- chef de l'Unité sanitaire de la faune, 01 30 46 60 24 - jean-yves.chollet@oncfs.gouv.fr

Pour candidater :

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 29/07/2016 -** terme de rigueur à l'aide de l'imprimé type en joignant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé et les trois dernières fiches d'évaluation.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis avenue de Wagram
75017 PARIS

Parc amazonien de Guyane
Parc national

FICHE DE POSTE

RESPONSABLE PATRIMOINE - DELEGATION DU MARONI
CHARGE POLICE DE LA NATURE

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les patrimoines naturels et culturels et d'organiser, avec ses partenaires, un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel » et « participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».
Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les prérequis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative : Maripasoula (délégation territoriale du Maroni)

Statut : Poste de **catégorie B** réservé aux titulaires de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale, assermenté et commissionné en tant qu'inspecteur de l'environnement.

Missions :
Sous l'autorité du Chef de délégation territoriale du Maroni, en lien avec le service Patrimoines naturels et culturels, le Responsable Patrimoine / chargé police de la nature :

- Coordonne pour la délégation les actions de surveillance du territoire, en lien avec l'adjoint aux antennes, le moniteur forestier coordinateur d'équipe de Papaïchton et le responsable de la surveillance du territoire en poste au Service Patrimoines naturels et culturels. Il est à ce titre membre de la Brigade Nature et impliqué dans les trois niveaux d'organisation : sensibilisation/information des publics, participation aux missions, organisation et direction des missions.

- Sous l'autorité du procureur de la République, il est chargé de missions de police judiciaire définies par la loi. Il est assermenté et commissionné pour rechercher et constater les infractions aux réglementations intéressant les parcs nationaux, les réserves naturelles, les espèces protégées, la circulation des véhicules à moteur, l'eau, la chasse, la pêche, ainsi que celles concernant l'activité aurifère, dont il coordonne l'activité de l'équipe de la délégation spécialisée dans la lutte contre l'orpaillage illégal. Dans ce cadre, il peut être appelé à effectuer des missions dans les autres délégations du parc amazonien, et il est l'interlocuteur privilégié des Forces armées guyanaises et des gendarmes en poste à Maripa-Soula.

- Collecte des informations et des données sur l'état des espèces, des habitats naturels, des milieux et des sites (archéologie). Il organise ou participe à la mise en œuvre des divers suivis ou programmes scientifiques conduits sur le territoire de la délégation. Il coordonne ainsi l'activité de l'ensemble des agents de la délégation intervenant sur les actions d'acquisition de connaissance ou de gestion des patrimoines.

- Explique les missions du Parc et son fonctionnement et met en œuvre ou coordonne des actions d'éducation à l'environnement. Il entretient un dialogue attentif avec les populations locales et les usagers du territoire pour remplir ses missions d'information et de police de l'environnement.

- Pour mener à bien ses différentes missions (police de la nature, connaissance des patrimoines et éducation à l'environnement), il s'appuie notamment sur les trois agents de l'équipe de la cellule

Patrimoines en poste à Maripa-Soula (cf. organigramme délégation), dont il assure le management intermédiaire.

Compétences :

- Maîtrise des textes et procédures juridiques (Code de l'environnement et Code minier).
- Commissionnement chasse, pêche, parc national, réserves naturelles, loi sur l'eau.
- Connaissance des techniques d'éducation à l'environnement.
- Connaissance des milieux naturels guyanais souhaitable.
- Connaissance du territoire, des populations, des milieux naturels de l'antenne ;
- Métier des préparations, conduites, encadrement et rapportage des expéditions terrain
- Compétences SIG et relevés GPS

Capacités :

- Sens des responsabilités, de l'obligation de discrétion;
- Capacité à travailler en équipe et très bonnes relations humaines, notamment en milieu multiculturel ;
- Autonomie et pédagogie ;
- Evaluation et gestion des risques, premiers secours ;
- Capacité à vivre et travailler en site isolé et à être autonome pour des expéditions en forêt amazonienne de plusieurs jours (bonne condition physique nécessaire).

Echéance de recrutement : 1er octobre 2016
Afin de tenir compte du contexte particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : 10 septembre 2016

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :

Mr Gilles KLEITZ
Directeur du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal ou courriel à :
Marie-Claude RILOS - Responsable des Ressources Humaines
recrutements@guyane-parcnational.fr

Copie à
Gilles FARNY - Chef de la Délégation du Maroni
Bertrand GOGUILLON – Chef du Service Patrimoine
Gilles.farny@guyane-parcnational.fr
Bertrand.goguillon@guyane-parcnational.fr